

Fractures et transitions : réconcilier la France

Déclaration du groupe Mutualité

Le mouvement social engagé en novembre 2018 est révélateur de nombreuses fractures, souvent anciennes et interdépendantes.

C'est une crise de confiance, profonde parce que le sentiment d'abandon, d'absence de considération, est aujourd'hui largement partagé. Il est ressenti par celles et ceux qui sans être exclus du monde du travail ne peuvent faire face à leurs besoins quotidiens. Comment accepter que l'on ne puisse vivre décemment de son travail? Comment comprendre l'utilité de la fiscalité et le sens des prélèvements obligatoires quand les revenus ne suffisent pas à terminer le mois? Il faut redonner du sens à la vie en société avec une fiscalité plus juste, mieux comprise au lieu de se complaire dans l'apparent consensus du moins d'impôts alors que c'est la contrepartie de l'effort collectif qui n'est plus perçue. L'attente est forte pour que la dépense publique soit juste, efficiente et permette de répondre au défi de la transition énergétique.

On ne peut se satisfaire du constat d'une défiance à l'égard des institutions sans s'interroger sur leur rôle, leur finalité, leur capacité à répondre aux besoins. C'est une nouvelle forme de démocratie participative qui est nécessaire mais nous avons surtout besoin d'institutions, y compris celles de la société civile dans lesquelles chacun se reconnaisse.

La place des femmes dans la société est au centre du débat et illustre bien des aspects de la crise que nous vivons. Les femmes se mobilisent sur les conditions et le milieu de vie en prolongeant une vision plus "sociétale" les revendications centrées sur le travail et sa rémunération. Elles subissent encore de nombreuses violences et discriminations sociales, sociétales et professionnelles. Constat aggravé pour les femmes seules avec enfants, à la tête de 85% des familles monoparentales, qui souvent, cumulent les inégalités. Agir pour faire valoir les droits des femmes et construire une égalité réelle est une priorité.

La qualité de vie se mesure aussi à travers les inquiétudes qui se manifestent face aux difficultés d'accès aux soins. Ce sujet s'est « invité » dans le grand débat, ce n'est pas une surprise pour nous. Les choix de court terme qui ont conduit à privilégier l'hôpital au détriment du premier recours, le curatif au préventif ont accentué les inégalités. Le non recours aux droits est devenu un sujet essentiel puisqu'au-delà des exclusions que cela suscite c'est la crédibilité des politiques publiques qui est entamée. Si la loi santé comporte de nombreuses dispositions positives il faut néanmoins renforcer son articulation avec le

plan de prévention et de lutte contre la pauvreté présenté en septembre 2018. Mais surtout, quelle que soit la pertinence des mesures proposées, aucune transformation durable n'est possible sans un engagement des acteurs qui suppose que l'État leur fasse confiance, s'appuie sur eux pour atteindre les objectifs plutôt que de faire à leur place.

La santé ne se réduit pas à la médecine et aux soins. L'alimentation, le logement, les conditions de vie sont des déterminants essentiels de la bonne santé.

L'avis s'est attaché à identifier des axes d'amélioration pour restaurer la confiance et avancer ensemble vers une société plus juste et profitable à toutes et tous. Nous attendons que le gouvernement s'empare de nos travaux.

Le groupe de la mutualité partage les préconisations de l'avis qu'il a voté.